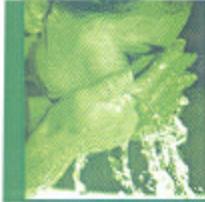


RAPPORT D'ACTIVITÉS
2005

RAPPORT D'ACTIVITÉS





SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

PAGE 2

DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ

PAGE 3

BILAN DES ACTIVITÉS

PAGE 4-5

RÉSULTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE 2005

PAGE 6-8

BILAN SOCIAL

PAGE 9

PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2006

PAGE 10-11

ÉTATS COMPTABLES

PAGES 12 - 13

ÉTATS FINANCIERS

PAGES 14 - 19

ETAT ANNEXÉ

PAGES 20 - 24



MESSAGE DU PRÉSIDENT



Mesdames, Messieurs, Chers Actionnaires, Chers Clients,

L'exercice 2005 s'est achevé au plan national dans le maintien de la partition du pays et une situation socio-économique très préoccupante. La dégradation du climat de confiance s'est poursuivie. Nous avons tous espoir de retrouver une paix durable.

Dans ce contexte, notre entreprise la SODECI a pour la troisième année consécutive maintenu le service dans les zones difficiles sans pouvoir recouvrer ses factures notamment auprès des clients privés. Malgré cela, nous avons pu assurer à nouveau un résultat net social positif en adaptant mieux notre organisation et nos actions stratégiques :

- 1) La négociation de l'application de la formule de révision du prix maximal de base et la signature de la Compensation croisée des créances et dettes entre l'Etat et la SODECI à fin 2004 ;
- 2) La reconduction du programme d'appui de l'Union Européenne aux zones nord ;
- 3) L'engagement du processus de reprise de facturation des « zones difficiles » malgré la situation de méfiance ;
- 4) Le recentrage des structures sur le cœur de métier avec une réorganisation conséquente marquée par une réduction des Directions Centrales, un rajeunissement des effectifs, la création d'une nouvelle Direction Régionale et de 3 agences à Abidjan ;
- 5) La poursuite de la sectorisation qui nous permet aujourd'hui de mieux cibler les actions de contrôle ou de lutte contre la fraude ;
- 6) Le lancement de la réflexion et des plans d'actions pour repositionner la SODECI et préparer la fin de contrat de concession ;
- 7) La Certification qualité aux nouvelles normes ISO 9001 version 2000. Celle-ci a été obtenue en août 2005.

Si le problème principal de la SODECI demeure la trésorerie, du fait des impayés de l'Etat qui n'ont pas trouvé de solutions, les autres actions menées ont porté leurs fruits : résultat net social positif, stabilisation du ratio de facturation, maîtrise des risques et des écarts. Nos gisements identifiés d'améliorations (S@phir, J@de, nouvelle organisation, amélioration des performances, CAP 2007) nous donnent confiance face à l'avenir.

Nous devons donc nous engager davantage face à notre challenge majeur qui reste le renouvellement du contrat de l'eau potable, étant donné que le 8 août 2005, la Tutelle nous notifiait la fin du contrat au 30 septembre 2007 ne souhaitant pas user de l'extension tacite de trois ans prévue par l'article 64 du contrat de concession eau potable. Dans ce domaine, nous devons nous positionner comme un partenaire incontournable pour l'Etat et le client.

Chers actionnaires et chers Clients, c'est sur la base de mon expérience que je sais pouvoir compter sur votre confiance pour accompagner les hommes et les femmes de la SODECI qui ont toujours su relever les défis majeurs. Ce faisant, nous préparons la SODECI, société de référence, à une nouvelle aventure dans un contrat renouvelé.

Je vous remercie.

Marcel ZADI KESSY
Président du Conseil d'Administration



DIRECTION DE LA SOCIETE

ORGANIGRAMME DE LA SODECI

M. ZADI KESSY MARCEL / Président du Conseil d'Administration

GOUETI BI TRAZIÉ / Directeur Général

DAUPHIN GEORGES / Directeur Général des Opérations

COULIBALY AÏCHA / Secrétaire Général

KOUADIO CHRISTOPHE

AKELÉ JOCELYN

SILUÉ ZAHALO

DIAGOU LUCIENNE

DIRECTEUR FINANCIER ET COMPTABLE

DIRECTEUR DU BUDGET ET CONTRÔLE DE GESTION

DIRECTEUR LOGISTIQUE

CELLULE ORGANISATION INFORMATIQUE

KOUADIO AMANI / Directeur Général Adjoint Exploitation

YOBOUÉ DESCORD

ANGOFI JACOB

DIRECTEUR EXPLOITATION INTÉRIEUR

DIRECTEUR EXPLOITATION ABIDJAN

EBAH BASILE / Directeur Général Adjoint Technique

TCHIMOU N'GBOCHO

DA CRUZ DOMINIQUE

TAPÉ ZÉKRÉ

DIRECTEUR PRODUCTION ABIDJAN

DIRECTEUR DES ÉTUDES TRAVAUX ET MAINTENANCE

DIRECTEUR DE L'ASSAINISSEMENT

FOFANA BRIHIMA

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. ZADI KESSY MARCEL / Président du Conseil d'Administration

M. GOUETI BI TRAZIÉ ALPHONSE

DIRECTEUR GÉNÉRAL

ADMINISTRATEURS

M. AHOUNE FIRMIN

M. DIARRA OUSMANE

M. MIREMONT AUGUSTE

M. RICHARD BERTRAND

M. BOUYGUES MARTIN

M. KONAN CAMILLE

M. PALFER-SOLLIER DENIS

M. SANGARET AUGUSTE

M. BOUYGUES OLIVIER

M. LE BOUC HERVÉ

M. PETERSCHMITT LOUIS

M. SCHERRER DENIS

COMMISSAIRES AUX COMPTES

ERNST & YOUNG

TITULAIRE

01 BP 2715 ABIDJAN 01

MAZARD & GUERARD

Co-TITULAIRE

01 BP 3969 ABIDJAN 01

MARMIGNON CHRISTIAN

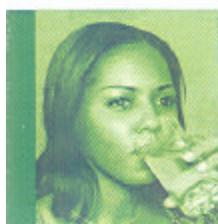
SUPPLÉANT

01 BP 2715 ABIDJAN 01

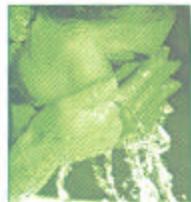
N'DABIAN KROAH BLE

SUPPLÉANT

01 BP 1328 ABIDJAN 01



BILAN DES ACTIVITES



PRODUCTION EAU

Abidjan

La production s'est améliorée de 2,78% par rapport à 2004. Cette croissance est la résultante des actions ci-dessous :

- Augmentation du nombre de forages disponibles (78 en moyenne en 2005 contre 75 en 2004),
- Réalisation de deux nouveaux forages sur Abidjan,
- Optimisation du fonctionnement de l'Usine de Niangon.

DR Intérieur Libre

En Direction Régionale de l'Intérieur - zone libre - l'activité est restée stable en 2005. La production de l'année 2005 est de 35,7 Millions de m³, identique à 2004.

DR Zone Difficile

La production en Zone difficile reste partiellement élevée. Elle est estimée à 18,2 Millions de m³. La production de la ville de Korhogo a été perturbée de juin à novembre 2005 compte tenu d'une part du doublement de la population et d'autre part du tarissement de la retenue d'eau de la ville. Nous avons dû organiser un plan de délestage tournant sur cette ville après un arrêt de la production pendant près de trois mois. Les Organisations Humanitaires ont fourni de l'eau à l'aide de citerne à partir de Ferkessedougou pendant cette période.

Total SODECI

Au total, on enregistre une production globale de 164,6 Millions de m³ soit une progression de 2% par rapport à 2004.

FACTURATION EAU

Abidjan

Malgré les réductions des consommations d'eau de l'Etat de 11,3% entre 2003 et 2005, la facturation progresse de 2,7% sur 2005. Cette amélioration a été possible grâce à l'effet volume dû à l'augmentation de la production et au redimensionnement des gros compteurs qui sous comptaient.

Le ratio de facturation sur Abidjan se stabilise à 0,74 identique à 2004. Ceci est dû :

- aux actions de lutte contre la fraude,
- aux recherches de fuites et à la sectorisation qui se sont poursuivies au cours de l'exercice 2005.

DR Intérieur Zone Libre

La facturation se situe à fin décembre 2005 à 32,5 Millions de m³. Elle est stable par rapport à l'année précédente. Le ratio de facturation se situe à 0,910.

DR Zone Difficile

Après d'importantes campagnes de sensibilisation en 2004, la facturation estimée a débuté pour les clients privés sous forme de coupons en février 2005. Cette facturation a été suspendue suite aux interventions des FAFN et à des problèmes logistiques. Le ratio de facturation à fin décembre 2005 théorique retenu est de 0,8. Nous avons pu encaisser 93 Millions de FCFA dans cette zone.

Total SODECI

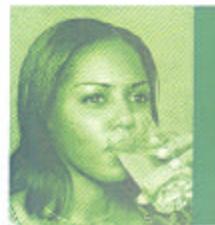
Au total, on enregistre une facturation globale de 128 Millions de m³ soit une progression de 1,98% par rapport à 2004 et un ratio identique à 2004 (0,781).

EVOLUTION DE LA PRODUCTION

| | 2003 | 2004 | 2005 | ACTU 2 |
|------------|-------|-------|-------|--------|
| Abidjan | 140,1 | 143,4 | 146,4 | 146,4 |
| DR Libre | 105,9 | 107,7 | 110,7 | 110,0 |
| Zone Libre | 34,1 | 35,7 | 35,7 | 36,4 |

EVOLUTION DE LA FACTURATION

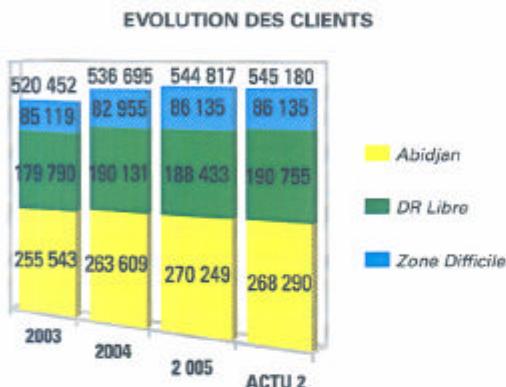
| | 2003 | 2004 | 2005 | ACTU 2 |
|------------|-------|-------|-------|--------|
| Abidjan | 111,6 | 112,0 | 114,3 | 114,4 |
| DR Libre | 80,4 | 79,6 | 81,8 | 80,9 |
| Zone Libre | 31,2 | 32,3 | 32,5 | 33,5 |





EVOLUTION DES CLIENTS

Comme l'indique le graphique ci-dessous, le nombre de clients au 31 décembre 2005 est de 544 817 se répartissant comme suit : 49,6% pour Abidjan et 50,4% pour les Directions Régionales de l'Intérieur.



TRAVAUX ET SERVICES

Depuis la mise en œuvre des nouveaux critères d'attribution en juillet 2002, nous avons enregistré une chute du nombre de **branchements sociaux**. Nous terminons l'année 2005 avec 4 130 branchements

soit une baisse de 25% par rapport à 2004. Par contre, en 2005, le Chiffre d'Affaires des branchements ordinaires augmente de 21% par rapport à 2004 mais reste insuffisant pour compenser la baisse des branchements sociaux.

L'année 2005 a été particulièrement faible en commande de **travaux sur le Fonds de Développement** pour la SODECI. Nous n'avons reçu que 7 Ordres de Service (OS), dont 3 fournis en décembre 2005, pour un montant cumulé de 334 Millions FCFA contre 34 OS d'un montant de 1,6 Milliards de FCFA en 2004. Nous réalisons un chiffre d'affaires de 1 055 Millions de FCFA en **travaux neufs** et en **travaux de renouvellement** en 2005 contre 2 266 Millions de FCFA en 2004.

Le marché de gré à gré - des **travaux d'entreprise** - de 1 159 Millions de FCFA pour le programme d'urgence de renforcement de l'alimentation en eau potable de la ville d'Abidjan est terminé cette année. En 2005, pour des travaux d'urgence à Adzopé, Saïoua et Issia, nous avons obtenu en gré à gré un marché de 1,2 Milliards de FCFA. Le chiffre d'affaires total pour les travaux d'entreprise généré en 2005 s'élève à 994 Millions de FCFA soit une progression de 22% par rapport à 2004.

ASSAINISSEMENT

Le **contrat d'Affermage pour l'assainissement** de la ville d'Abidjan a généré au titre de l'exercice 2005 un chiffre d'affaires de 1 962 Millions de FCFA conforme au plan 2005 (actu 2 2005).

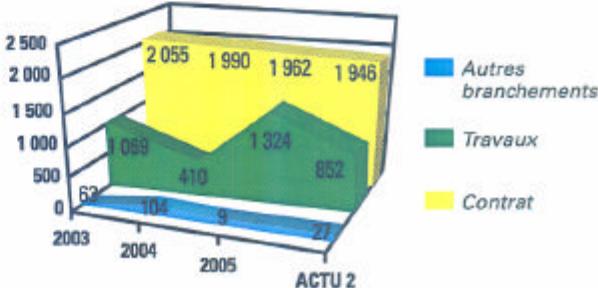
Les **travaux assainissement** représentent un chiffre d'affaires en 2005 de 1 241 Millions de FCFA largement au dessus de l'Actu 2 estimé à 852 Millions de FCFA.

Ces travaux financés sur la Contribution Développement Assainissement (CDA) sont des travaux du plan annuel 2004 commandé et réalisé au cours de l'exercice 2005 et surtout des travaux d'urgence dans les quartiers. Les besoins de travaux du plan 2005 n'ont pas été réalisés à cause du faible niveau de la trésorerie de la CDA. Les travaux sur le Fonds de Développement Assainissement représentent 83 Millions de FCFA en 2005.

Curage réalisé en mètre linéaire

| CUBAGE | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|-------------------------------|---------|---------|---------|---------|
| Curage EU-EP enterrées (ml) | 780 627 | 606 178 | 588 097 | 545 824 |
| Réclamations reçues (unité) | 8 981 | 9 030 | 9 812 | 8 284 |
| Réclamations traitées (unité) | 7 640 | 7 288 | 6 861 | 6 603 |

CONTRAT ASSAINISSEMENT



L'activité **branchements assainissement et TLE** se dégrade considérablement puisque nous passons de +104 Millions de FCFA en 2004 à 9 Millions de FCFA en 2005.



RESULTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE 2005



Les états financiers et l'Etat annexé de l'exercice sont joints en annexe.

COMPTE DE RESULTAT

Le chiffre d'affaires eau augmente de 7,14% entre 2005 et 2004 du fait de l'augmentation du tarif en année pleine sur 2005, de l'application de la clause de révision contractuelle +1 251 Millions de FCFA et enfin, compte tenu de l'amélioration en volume, des mètres cubes facturés (+1,98%). L'eau consommée par les privés ménages en zone difficile livrée mais non facturée a été, comme les années précédentes, enregistrée en chiffre d'affaires pour 2 032 Millions de FCFA et provisionnée dans nos livres. Les provisions liées à la guerre sont chiffrées à fin 2005 à 7 654 Millions de FCFA dont 2 270 Millions de FCFA sur l'exercice 2005 - confère Etat annexé.

Etant donné le très faible niveau de recouvrement, en plus de provisionner la totalité du chiffre d'affaires « privés ménages », nous avons provisionné 50% des Produits à Recevoir relatifs aux GC (gros clients) des Zones Difficiles.

L'activité branchement connaît une baisse de 63 Millions de FCFA par rapport à la prévision. Cette baisse, entamée en 2003, s'explique par la modification des conditions exigées par l'autorité concédante pour la souscription de branchements subventionnés.

La redevance assainissement reste stable et conforme à nos prévisions.

L'activité travaux a généré un chiffre d'affaires de 3 353 Millions de FCFA. Ce niveau supérieur à nos prévisions s'explique essentiellement par un regain d'activité des travaux d'assainissement.

Au niveau des charges directes, la hausse sur le poste électricité (+336 Millions de FCFA) s'explique essentiellement par la prise en compte du rattrapage de la facturation CIE sur la zone difficile. Les consommations de stock sont en augmentation (+70 Millions de FCFA) en raison de la hausse de la production immobilisée (SOCA).

L'augmentation des **services extérieurs** est due essentiellement à la hausse de la sous-traitance

(+470 Millions de FCFA) liée à l'augmentation de l'activité travaux et de l'entretien (+443 Millions de FCFA) en raison de la remise en état des installations dans la perspective de la fin du contrat de concession. En zone libre, les apurement contentieux sont moins importants que prévus ce qui se traduit par des reprises de provisions inférieures de 176 Millions de FCFA à nos prévisions. En zone difficile, les provisions sont conformes aux prévisions de l'actu2.

Les **charges de personnel** sont en hausse de 275 Millions de FCFA par rapport aux prévisions. Cela est essentiellement dû à l'ajustement des provisions relatives aux médailles du travail et à l'Indemnités de Fin de Carrière. Les dotations aux amortissements sont conformes aux prévisions de l'actu2.

Nous avons porté la **provision pour fin du contrat de concession** à 1000 Millions de FCFA, soit 250 Millions de FCFA de plus que prévus. Le **résultat financier** baisse de 76%, ce qui traduit une dégradation de la trésorerie globale par rapport à 2004. Le **résultat net social** à fin 2005 ressort à +604 Millions de FCFA conforme au plan initial et en amélioration par rapport à la prévision (+273 Millions de FCFA).

BILAN

Les graphiques ci-contre présentent en grandes masses la **structure financière** de l'entreprise. Le total du bilan augmente de 8 673 Millions de FCFA en grande partie à cause de l'augmentation des créances du fait de l'augmentation du tarif.

Les créances eau Administration (ci-contre l'évolution des impayés par type de client) : En 2005, l'Administration a réglé à peine 7% de ses consommations d'eau contre 10 % déjà faible en 2004 et 95% en 2002. Après la signature du protocole de compensation des dettes et créances avec l'Etat le 15 décembre 2005, l'Etat et ses démembrements restent devoir à la SODECI au titre de ses consommations d'eau 14 090 Millions de FCFA nets à fin décembre 2005.

Ci-joint une situation des dettes et créances croisées SODECI/Etat de Côte d'Ivoire au 31 décembre 2005 :

| DU PAR SODECI | DU PAR L'ETAT |
|----------------------------------|---------------------------|
| | Solde compensation |
| | 2004 |
| Surtaxes non reversées | 14 089 859 |
| Part FNE liée aux Impayés | 1 325 416 |
| Part TVA liée aux Impayés | 843 366 |
| Total impayés | 24 606 547 |
| Solde en faveur de SODECI | 21 825 365 |

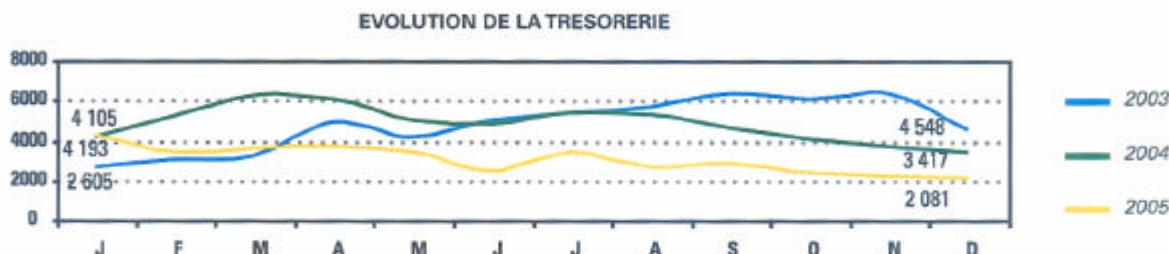




Une partie des créances sur les structures Etatiques (EPN, Sociétés d'Etat, Mairies...) a été provisionnée (confère règles et méthodes comptables dans l'Etat Annexé).

La trésorerie de la SODECI s'est dégradée par rapport aux années précédentes, ci-contre les courbes de trésorerie de 2003 à 2005. La trésorerie globale de SODECI pour 2005 se décompose de la manière suivante :

Trésorerie Globale = Nantissement AFD + Trésorerie propre SODECI + Comptes ETAT

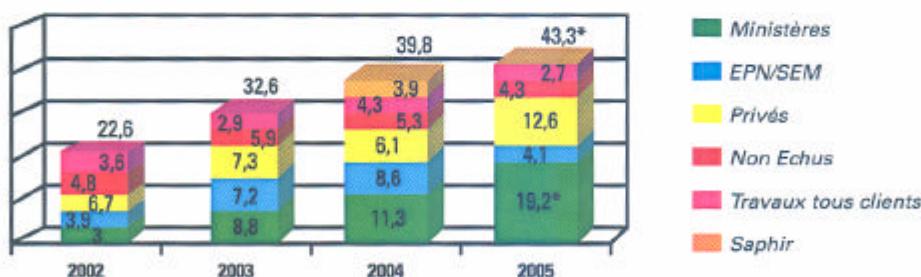


Le solde de la trésorerie globale reste conforme à nos prévisions. Cependant, la trésorerie propre SODECI se dégrade sur l'exercice de 9 Milliards de FCFA dont 2,3 Milliards de FCFA dus au paiement de

nos arriérés fournisseurs (Finagestion, Saur et CIE) et 6,6 Milliards de FCFA du fait de l'augmentation des comptes Etat.

| Trésorerie des comptes ETAT | 2004 | 2005 | Evolution |
|---|--------------|---------------|--------------|
| Fonds de Développement eau | 1 553 | 10 758 | +9 205 |
| Contribution Développement Assainissement | 421 | -202 | -623 |
| Surtaxe eau | 2 536 | 612 | -1 924 |
| TOTAL | 4 510 | 11 168 | 6 658 |

EVOLUTION DES IMPAYES



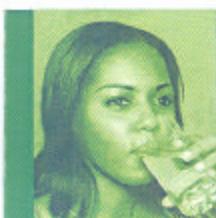
*Dont 14,1 milliards de FCFA de compensation 2004

TABLEAU DE FINANCEMENT

La capacité d'autofinancement de l'entreprise reste stable, toujours autour de 4 Milliards de FCFA (ci-contre le tableau de financement comparé 2005 et 2004). Elle permet de financer en totalité sur fonds propres les

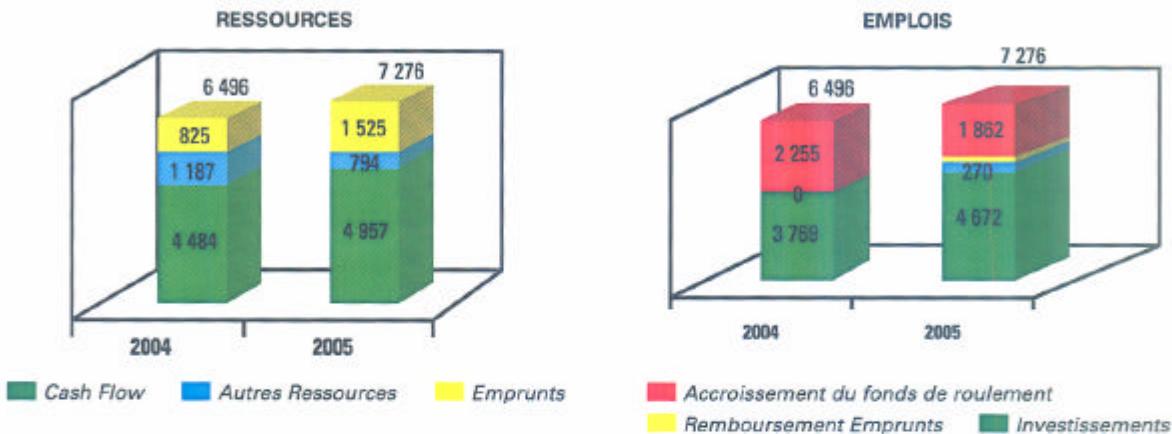
investissements d'exploitation de SODECI. Le fonds de roulement augmente de 1 862 Millions de FCFA.

Nous financions en 2004 l'exploitation par un endettement à court terme sur les fournisseurs d'exploitation principaux.



Au 31 décembre 2004, le BFR était de 7 489 Millions de CFA. Il passe à 12 056 Millions de FCFA en 2005 suite au paiement des arriérés fournisseurs. Cette situation a eu un impact important sur la trésorerie.

Nous maintenons les investissements sur 2005 au même niveau que 2004 soit 3 770 Millions de FCFA. Depuis la crise, le renouvellement du matériel d'exploitation reste la priorité (84% en 2005).



RATIOS FINANCIERS

Le ratio de la liquidité générale, qui est l'indicateur permettant d'apprecier le ratio des valeurs réalisables (créances et stocks) par rapport aux exigibilités à court terme de l'entreprise (dettes fournisseurs et autres), continue de se dégrader sur l'exercice 2005. En effet, compte tenu des impayés importants de l'Etat et de l'augmentation en valeur de nos créances du fait du tarif, les dettes à court terme ne couvrent que 80% de nos actifs à court terme. En outre, le crédit accordé à nos clients (45 jours date de réception de la facture) n'a pas changé alors qu'avec la crise, nos fournisseurs ont tous raccourci leurs délais de règlements. En plus de l'effet négatif sur la trésorerie, notre autonomie financière diminue (ratio).

La durée moyenne de règlement des clients est de 143 jours sur l'exercice contre 149 jours pour l'exercice précédent essentiellement dû à l'amélioration des encaissements sur les privés. Le délai de règlement Etat est de 349 jours contre 318 jours en 2004.

35% des ressources stables de financement sont constituées par des fonds propres de l'entreprise, les 65% étant les avances sur consommation reçues et les provisions pour risques et charges (**ratio de la part des fonds propres dans les ressources stables de financement**).

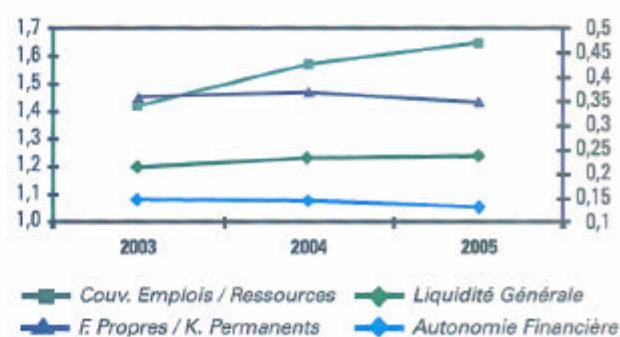
Conséquence de l'évolution de notre Chiffre d'Affaires entre 2001 et 2005, la **rotation des capitaux**

propres (Chiffre d'Affaires sur Capitaux propres) s'améliore de 45% sur la même période.

Notre rentabilité d'exploitation (rapport de l'excédent brut d'exploitation sur le chiffre d'affaires) s'est améliorée ces 4 dernières années par l'effet conjugué du nouveau tarif (228 F/m³), des paiements des déficits d'exploitation, des révisions contractuelles et des réductions de charges opérées. Elle se stabilise autour de 6%.

La rentabilité des fonds propres est de 5,87% en baisse par rapport à 2004 du fait d'un bénéfice moins important. Le cours de l'action est relativement faible au 31 décembre 2005 (7 950 FCFA) pour un cours moyen au cours de l'exercice 2005 de 7 481 FCFA.

EVOLUTION DES RATIOS DE STRUCTURE FINANCIERE



BILAN SOCIAL

PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS

Des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2005 qui vous sont présentés et certifiés par les Cabinets ERNST & YOUNG et MAZARD et GUERARD, il ressort : (en FCFA)

| | |
|---|-------------------|
| - un bénéfice de et compte tenu du Report à nouveau antérieur | 604 410 240 |
| | <u>52 078 633</u> |
| - un bénéfice disponible de que nous proposons d'affecter comme suit : | 656 488 873 |
| - à la distribution d'un dividende statutaire brut de | 540 000 000 |
| - le solde au Report à nouveau, soit | 116 488 873 |

Ainsi chacune des 900 000 actions formant le capital social recevrait un dividende brut de 600 FCFA. Le dividende pourrait être mis en paiement à compter du 30 juin 2006.

PERSONNEL

L'effectif à fin 2005 augmente de 45 collaborateurs. Nous dénombrons 1 546 collaborateurs contre 1 501 au 31 décembre 2004. Nous avons enregistré 59 départs en 2005 contre 104 embauches. Compte tenu de la fin du contrat en 2007, nous avons privilégié les Contrats à Durée Déterminée (85 à fin 2005). L'effectif reste toujours en dessous de l'effectif de 2001, CDD inclus (moins de 6%) compte tenu des mesures prises pour faire face aux difficultés de la guerre. La productivité appréciée sur la zone libre (nombre de clients par agent) diminue du fait de la crise entre 2005 et 2004 puisque nous passons de 317 en 2004 à 306 clients par agent en 2005. Le chiffre d'affaires par agent s'améliore du fait de l'augmentation du prix de l'eau en 2005 soit 27,1 Millions de FCFA réalisés par collaborateur.

FORMATION

Comme en 2004, les formations de reconversion ont été les principales formations effectuées en nombre d'heures, représentant 12 140 heures. Elles ont été axées sur les modules techniques : Agents de réseau et facturiers pour 60%. Le nombre de stagiaires formés au CMEAU a augmenté de 36% entre 2004 et 2005 en vue du redéploiement après la crise et 80% des stagiaires y sont en formation continue.

SANTE

Au titre des coûts de santé, la charge comptable annuelle supportée par la SODECI (536 Millions de FCFA au 31 décembre 2005) est stable par rapport à 2004. Le comité de lutte contre le SIDA (**COSIDAS**) a axé ses priorités sur les campagnes de sensibilisation au test de dépistage volontaire et précoce auprès des collaborateurs. 53 tests de dépistages anonymes et volontaires ont été réalisés en 2005.

COMITE D'ENTREPRISE

La commission logement et habitat du Comité d'Entreprise n'a pas eu d'action particulière sur l'exercice 2005. Quant au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail (CHSCT), il devra intensifier ses actions de sensibilisation pour faire baisser les résultats en terme de sinistralité. En effet, 54 accidents de travail ont été enregistrés en 2005 contre 33 cas en 2004. L'augmentation du nombre d'accident est dû pour 72% aux accidents de trajets et de sécurité routière. Le taux de fréquence et le taux de gravité augmentent de 2005 à 2004 (+6,4%).



PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2006



Le portefeuille titre du Fonds Commun de Placement a enregistré une légère hausse sur la période 2002-2005 (1,36% en 4 ans). Le fonds termine à 2 591 Millions de FCFA à la fin 2005 contre 2 709 Millions de FCFA en 2004 ; soit une baisse de 4,35%. La valeur liquidative de la part baisse de 187 FCFA, passant de 2 159 FCFA en 2004 à 1 972 FCFA en 2005. Cette diminution continue s'explique par le prix élevé de la valeur de remboursement de la part, la baisse de rendement des actions en bourse et la baisse des cours de la bourse au 31 décembre 2005.

Le Fonds Social a permis de verser à fin 2005, 36,9 Millions de FCFA aux collaborateurs pour 291 événements. Le solde du fonds social est de 87 Millions de FCFA au 31 décembre 2005. Au cours de l'exercice 2005, 116 collaborateurs ont bénéficié d'un prêt du Fonds Epargne Emprunt (FEE) pour un montant de 30,6 Millions de FCFA dont 65% sont distribués avant la rentrée scolaire d'octobre. La part d'épargne des collaborateurs dans le FEE représente un tiers du montant prêté. 11,6 Millions de FCFA de Prêts Exceptionnels ont aussi été accordés en 2005 à 67 collaborateurs.

Le Chiffre d'Affaires de la boutique du Comité d'Entreprise est 2,2 Millions contre 1,6 millions de FCFA en 2004 pour la vente d'articles promotionnels SODECI. Les cotisations des membres du comité d'entreprise s'élèvent à 25,1 Millions de FCFA pour l'année 2005.

PREVISIONS D'ACTIVITES ET DE RESULTAT

L'élaboration de nos prévisions pour 2006 s'est faite sur fonds de crise. Nous prévoyons néanmoins le redéploiement en zone difficile avec la mise en place du personnel au cours du second semestre et le maintien d'une facturation estimée.

Nous prévoyons une progression de la production globale de 2% par rapport à l'ACTU 2. **Le ratio d'Abidjan** remonte à 0,75 (pour 0,74 en 2005) tandis que celui des zones de l'intérieur reste inchangé. Nous maintiendrons le même principe de facturation par coupons en zone difficile en provisionnant à 100% la facturation estimée. Nous espérons encaisser au cours du 2^{me} semestre dans cette zone environ 300 Millions de FCFA. Nous espérons obtenir la signature en courant mars 2006 d'un programme Union Européenne PUR III d'un montant similaire à celui de 2005 pour l'exploitation courante de la zone

difficile. **Un Devis programme** d'un montant de 1 243,6 Millions de FCFA en vue d'entreprendre des travaux de réhabilitation des ouvrages et réseaux Branchements, réseaux et stations dans les zones difficiles devrait être signé en juin 2006. Le montant des travaux à faire en régie par SODECI seraient d'environ 541 Millions de FCFA.

Globalement, nous comptons améliorer le niveau de notre chiffre d'affaires pour les autres activités de 426 Millions de FCFA : les branchements et TLE +624 Millions de FCFA et des travaux sur le fonds de développement +300 Millions de FCFA par rapport à l'ACTU 2 2005, mais en compensant une baisse de nos travaux d'entreprise -544 Millions de FCFA. Nous prévoyons une légère amélioration de l'activité assainissement et compteurs.

En ce qui concerne les charges, nous avons pris comme hypothèse générale un taux d'inflation de 3% en 2006. **Les charges d'électricité** et de produits de traitement évoluent proportionnellement à l'évolution de la production. La dotation nette aux provisions pour dépréciation des créances clients s'élève à 800 Millions de FCFA en zone libre et 2 300 Millions de FCFA en zone sensible. **Les dotations nettes aux provisions pour risques et charges** s'élèvent à 500 Millions de FCFA et restent récurrentes.

La charge de personnel liée au redéploiement prévu au second semestre s'élève à environ 250 Millions de FCFA .

La trésorerie globale continue de se dégrader et passerait de +1 361 MF à +851 Millions de FCFA fin 2006. Elle resterait à un niveau raisonnable en prenant comme hypothèse un taux de recouvrement de 50% sur l'administration et les EPN et un taux global d'encaissement de 0,74 contre 0,65 en 2005 et le gel d'une partie des ressources du fonds de développement. **Le BFR** reste négatif du fait d'un niveau d'impayés clients important. Nous avons provisionné 100 Millions de FCFA de frais financiers.

Le résultat net 2006 ressort à +14 Millions de FCFA, mais ne tient pas compte de la reconduction de l'application de la formule de révision de prix contractuelle qui a été accordée en 2005 à hauteur de 1 251 Millions de FCFA.

Le niveau des investissements prévus sur 2006 reste identique à 2005.





HYPOTHESES PRINCIPALES 2006

| | ZONE LIBRE | | | ZONE DIFFICILE | | | TOTAL SODECI | | |
|---|----------------|-----------------|----------------|----------------|-----------------|---------------|----------------|-----------------|----------------|
| | 2004 | Réalisé 2005 | Plan 2006 | 2004 | Réalisé 2005 | Plan 2006 | 2004 | Réalisé 2005 | Plan 2006 |
| CLIENTS | 453 740 | 458 682 | 462 619 | 82 955 | 86 135 | 83 601 | 536 695 | 544 817 | 546 220 |
| <i>dont Abidjan</i> | <i>263 609</i> | <i>270 249</i> | <i>266 804</i> | | | | <i>263 609</i> | <i>270 249</i> | <i>266 804</i> |
| PRODUCTION (km³) | 143 392 | 146 397 | 149 100 | 17 984 | 18 234 | 16 189 | 161 376 | 164 631 | 165 289 |
| <i>dont Abidjan</i> | <i>107 669</i> | <i>110 664</i> | <i>112 000</i> | | | | <i>107 669</i> | <i>110 664</i> | <i>112 000</i> |
| FACTURATION (km³) | 111 966 | 114 339 | 118 132 | 14 386 | 14 525 | 12 951 | 126 352 | 128 664 | 131 083 |
| <i>dont Abidjan</i> | <i>79 643</i> | <i>81 839</i> | <i>84 000</i> | | | | <i>79 643</i> | <i>81 839</i> | <i>84 000</i> |
| RATIO DE FACTURATION | 0,781 | 0,781 | 0,792 | 0,800 | 0,800 | 0,800 | 0,783 | 0,783 | 0,793 |
| <i>dont Abidjan</i> | <i>0,740</i> | <i>0,740</i> | <i>0,750</i> | | | | <i>0,740</i> | <i>0,740</i> | <i>0,750</i> |
| PRIX DE L'EAU (part SODECI, F/m³) | 228 | 228 | 228 | 228 | 228 | 228 | 228 | 228 | 228 |
| EFFECTIF au 31/12/04 | 1 434 | 1 500 | 1 414 | 67 | 46 | 166 | 1 501 | 1 546 | 1 580 |
| INVESTISSEMENTS | 3 587 | 3 508 | 3 670 | 113 | 262 | 0 | 3 700 | 3 770 | 3 670 |
| RESULTAT NET SOCIAL | 1 300 | 1 604 | 1 099 | -450 | -1 000 | -1 084 | 850 | 604 | 15 |

PLAN D'ACTIONS

Notre vision de la SODECI c'est d'être « une société de référence et le meilleur partenaire de l'Etat Ivoirien ». Actuellement, l'objet majeur de SODECI est

de renouveler le contrat de concession du service public d'eau potable, en 2007.

La matrice des 7 axes stratégiques de SODECI pour 2006-2007 se présente comme suit :

| | AXES Stratégiques | OBJECTIFS Stratégiques | INDICATEURS Stratégiques | VALEURS à Atteindre |
|---|--|---|--|--|
| AXES Processus Financier | 1. Equilibrer l'exploitation | - Avoir une marge bénéficiaire | - RNS | - cf budget |
| | 2. Améliorer la trésorerie | - Equilibrer la trésorerie - Recouvrer les créances | - Trésorerie - Taux de recouvrement | 0 - 98% privés |
| AXES Processus Client | 3. Mettre le client au centre de l'entreprise | - Renouveler le contrat - Améliorer la satisfaction du client | - Nouveau contrat - Indice de satisfaction | - Signature - 85% |
| | 4. Industrialiser l'activité | - Déployer les logiciels de gestion technique, clientèle et ERP | - Taux de déploiement SAPHIR et J@de | - 100% |
| AXES Processus Internes | 5. Améliorer les performances | - Améliorer la facturation | - Améliorer le ratio de facturation | - 0,75 sur Abidjan - 0,93 sur l'intérieur |
| | 6. Mobiliser et dynamiser les collaborateurs | - Maintenir un bon climat social - Récompenser le mérite et sanctionner l'incompétence | - Réduire le nombre de conflits - Nombre de collaborateurs performants/Effectif | - Zéro conflit - 80% |
| AXES Processus de Développement Organisationnel | 7. Améliorer la technicité et le professionnalisme | - Former aux métiers - Former à la sécurité | - Taux d'efficacité de collaborateurs formés - Taux de gravité | - 80% - 0,02% |



ETATS COMPTABLES

DONNÉES D'ACTIVITÉS



| | REALISE 2002 | REALISE 2 003 | REALISE 2 004 | REALISE 2 005 | VAR. 05/04 | PLAN 2 006 | VAR. PL. 06/05 |
|---|-------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------------|
| EAU | | | | | | | |
| Nombre d'abonnés | 508 589 | 520 452 | 536 695 | 544 817 | 1,02 | 546 220 | 1,00 |
| Abidjan | 249 707 | 255 543 | 263 609 | 270 249 | 1,03 | 266 804 | 0,99 |
| DR Libre | 173 763 | 179 790 | 190 131 | 188 433 | 0,99 | 195 815 | 1,04 |
| Zone Libre | 423 470 | 435 333 | 453 740 | 458 682 | 1,01 | 462 619 | 1,01 |
| Zone Difficile | 85 119 | 85 119 | 82 955 | 86 135 | 1,04 | 83 601 | 0,97 |
| M³ produits (en K.M³) | 148 329 | 156 180 | 161 376 | 164 631 | 1,02 | 165 289 | 1,00 |
| Abidjan | 100 699 | 105 984 | 107 669 | 110 664 | 1,03 | 112 000 | 1,01 |
| DR Libre | 33 241 | 34 100 | 35 723 | 35 733 | 1,00 | 37 100 | 1,04 |
| Zone Libre | 133 940 | 140 084 | 143 392 | 146 397 | 1,02 | 149 100 | 1,02 |
| Zone Difficile | 14 389 | 16 096 | 17 984 | 18 234 | 1,01 | 16 189 | 0,89 |
| M³ facturés (en K.M³) | 120 485 | 124 566 | 126 352 | 128 854 | 1,02 | 131 083 | 1,02 |
| Abidjan | 77 629 | 80 441 | 79 642 | 81 839 | 1,03 | 84 000 | 1,03 |
| DR Libre | 29 478 | 31 256 | 32 323 | 32 500 | 1,01 | 34 132 | 1,05 |
| Zone Libre | 107 107 | 111 697 | 111 965 | 114 339 | 1,02 | 118 132 | 1,03 |
| Zone Difficile | 13 378 | 12 869 | 14 387 | 14 515 | 1,01 | 12 951 | 0,89 |
| Ratio de facturation | 0,812 | 0,798 | 0,783 | 0,783 | 1,00 | 0,793 | 1,01 |
| Abidjan | 0,771 | 0,759 | 0,740 | 0,740 | 1,00 | 0,750 | 1,01 |
| DR Libre | 0,887 | 0,917 | 0,905 | 0,910 | 1,00 | 0,920 | 1,01 |
| Zone Libre | 0,800 | 0,797 | 0,781 | 0,781 | 1,00 | 0,792 | 1,01 |
| Zone Difficile | 0,930 | 0,800 | 0,800 | 0,800 | 1,00 | 0,800 | 1,00 |
| M³ facturés (tranches) | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 1,00 | 100,0% | 1,00 |
| Social | 26,0% | 24,0% | 28,4% | 28,0% | 0,99 | 28,0% | 1,00 |
| Domestique | 36,6% | 34,0% | 37,3% | 38,0% | 1,02 | 38,0% | 1,00 |
| Normale | 9,0% | 10,0% | 8,5% | 9,0% | 1,06 | 9,0% | 1,00 |
| Industrielle | 10,6% | 13,0% | 9,0% | 9,0% | 1,01 | 9,0% | 1,00 |
| Administration | 17,8% | 19,0% | 16,9% | 16,0% | 0,95 | 16,0% | 1,00 |
| M³ facturés par abonné | 237 | 239 | 235 | 237 | 1,00 | 240 | 1,01 |
| BRANCHEMENTS | | | | | | | |
| TOTAL | 2 603 | 1 643 | 1 778 | 1 901 | 1,07 | 2 360 | 1,24 |
| Dont subventionnés | 1 877 | 533 | 553 | 413 | 0,75 | 800 | 1,94 |
| Dont ordinaires | 726 | 1 110 | 1 225 | 1 488 | 1,21 | 1 560 | 1,05 |
| CHIFFRE D'AFFAIRES (en Millions de FCFA) | | | | | | | |
| TOTAL | 39 825 | 34 305 | 39 842 | 41 847 | 1,05 | 40 746 | 0,97 |
| Eau | 28 706 | 26 010 | 29 557 | 31 670 | 1,07 | 30 032 | 0,95 |
| Tlè & accessoires | 3 728 | 2 903 | 2 974 | 3 167 | 1,06 | 3 861 | 1,22 |
| Assainissement | 3 293 | 3 187 | 2 504 | 3 296 | 1,32 | 2 909 | 0,88 |
| Travaux | 2 217 | 841 | 3 080 | 2 049 | 0,67 | 1 702 | 0,83 |
| Production immobilisée | 1 033 | 607 | 782 | 763 | 0,98 | 760 | 1,00 |
| Autres produits | 848 | 757 | 945 | 902 | 0,95 | 1 483 | 1,64 |
| Dont assistance extérieure | 165 | 188 | 51 | 78 | 1,49 | 30 | 0,39 |
| Dont produits accessoires | 683 | 669 | 894 | 826 | 1,25 | 1 453 | 1,76 |
| PRODUITS ET CHARGES COMPARES (en Millions de FCFA) | | | | | | | |
| Ventes d'eau HT | 28 706 | 26 010 | 29 557 | 31 670 | 1,07 | 30 032 | 0,95 |
| Travaux, services vendus | 10 436 | 7 626 | 9 391 | 9 351 | 1,00 | 9 262 | 0,99 |
| Autres produits (dont Financier & HAO) | 2 939 | 3 645 | 4 614 | 3 027 | 0,66 | 3 863 | 1,28 |
| TOTAL PRODUITS | 42 081 | 37 281 | 43 562 | 44 048 | 1,01 | 43 156 | 0,98 |
| Achats & services | 21 156 | 17 564 | 20 171 | 23 693 | 1,17 | 22 610 | 0,95 |
| Autres charges (dont Financier & HAO) | 8 373 | 7 347 | 9 238 | 5 719 | 0,62 | 7 224 | 1,26 |
| Charges de personnel | 8 422 | 7 603 | 8 315 | 9 047 | 1,09 | 9 063 | 1,00 |
| Amortissements & Provisions | 4 495 | 4 599 | 4 214 | 4 145 | 0,98 | 3 740 | 0,90 |
| TOTAL CHARGES | 42 446 | 37 113 | 41 938 | 42 604 | 1,02 | 42 638 | 1,00 |
| RESULTAT BRUT | -365 | 168 | 1 624 | 1 444 | 0,89 | 518 | 0,36 |
| Impôts sur le résultat | 382 | 384 | 774 | 841 | 1,09 | 503 | 0,60 |
| RESULTAT NET | -747 | -216 | 850 | 604 | 0,71 | 15 | 0,03 |
| SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (en Millions de FCFA) | | | | | | | |
| Chiffre d'affaires | 39 825 | 34 305 | 39 842 | 41 847 | 1,05 | 40 746 | 0,97 |
| Valeur ajoutée | 13 779 | 11 968 | 13 652 | 14 358 | 1,05 | 13 432 | 0,94 |
| Excédent brut d'exploitation | 4 729 | 3 870 | 5 337 | 5 311 | 1,00 | 4 369 | 0,82 |
| Résultat d'exploitation | 324 | -466 | 1 727 | 1 432 | 0,83 | 638 | 0,45 |
| Résultat brut | -365 | 168 | 1 624 | 1 444 | 0,89 | 518 | 0,36 |
| Résultat net | -747 | -216 | 850 | 604 | 0,71 | 15 | 0,03 |



FINANCEMENT (en Millions de FCFA)

| | Montant 2005 | Montant 2004 | Structure % 2005 | Var. 05/04 Val. absolue | Var. 05/04 % |
|-------------------------------------|-------------------------|-------------------------|-----------------------------|------------------------------------|-------------------------|
| Amortissements / provision nets | 4 353 | 3 634 | 59,83 | 719 | 19,79 |
| Résultat net | 604 | 850 | 8,30 | 246 | -28,94 |
| AUTOFINANCEMENT | 4 957 | 4 484 | 68,13 | 473 | 0,11 |
| Avances sur consommation nettes | 257 | 468 | 3,53 | 211 | -45,09 |
| Emprunts à + d'un an | 1 525 | 825 | 20,96 | 700 | 84,85 |
| Cessions d'immobilisations | 537 | 719 | 7,38 | 182 | -25,31 |
| (+) Reprises de provisions | | | | | |
| TOTAL RESSOURCES | 7 276 | 6 496 | 100,00 | 780 | 0,12 |
| Investissements (dont financiers) | 4 672 | 3 769 | 64,21 | 903 | 23,96 |
| Remboursement emprunts à + d'un an | 472 | 472 | 6,49 | - | 0,00 |
| Bénéfices distribués | 270 | | 4 | 270 | |
| Prêts à plus d'un an | - | | - | - | - |
| Accroissement du fonds de roulement | 1 862 | 2 255 | 25,59 | 393 | 17,43 |
| TOTAL EMPLOIS | 7 276 | 6 496 | 100,00 | 730 | 0,12 |

BILAN (en Millions de FCFA)

| | | | | | |
|--|---------------|---------------|---------------|--------------|--------------|
| Immobilisations corporelles et incorporelles | 12 789 | 13 331 | 16,45 | -542 | -4,07 |
| Immobilisations financières | 5 150 | 3 928 | 6,62 | 1 222 | 31,11 |
| ACTIF IMMOBILISE | 17 939 | 17 259 | 23,07 | 680 | 3,94 |
| Stocks | 4 345 | 4 128 | 5,59 | 217 | 5,26 |
| Créances Etat* | 24 606 | 24 850 | 31,65 | -244 | -0,98 |
| dont protocole de compensation | 14 090 | 2 428 | 18,12 | 11 662 | 480,31 |
| Autres créances nettes | 26 140 | 18 577 | 33,62 | 7 563 | 40,71 |
| Autres valeurs réalisables | 1 018 | 1 353 | 1,31 | -335 | -24,76 |
| dont CDA | 613 | | 0,79 | 613 | |
| ACTIF CIRCULANT | 56 722 | 48 908 | 72,96 | 7 814 | 15,98 |
| SODECI Nantais à l'AFQ + DAT | 1 993 | 2 246 | 2,56 | 253 | -11,26 |
| Disponible | 1 093 | 661 | 1,41 | 432 | 65,36 |
| TOTAL ACTIF | 77 747 | 69 074 | 97,44 | 8 673 | 12,56 |
| Fonds propres | 10 292 | 9 984 | 13,24 | 308 | 3,08 |
| Provisions | 3 635 | 2 711 | 4,68 | 924 | 34,08 |
| Dettes financières et ressources assimilées | 15 698 | 14 388 | 20,19 | 1 310 | 9,10 |
| dont avances / consommation | 11 016 | 10 759 | 14,17 | 257 | 2,39 |
| CAPITAUX PERMANENTS | 29 625 | 27 083 | 38,10 | 2 542 | 9,39 |
| Dettes para fiscales non exigibles* | 28 979 | 23 269 | 37,27 | 5 690 | 24,43 |
| dont FDV et CDA | 10 758 | 1 974 | 13,84 | 8 784 | 444,98 |
| Surtaxes à reverser* | 612 | 2 536 | 0,79 | -1 924 | -75,87 |
| Dettes fiscales exigibles* | 1 016 | 1 344 | 1,31 | -328 | -24,40 |
| Fournisseurs | 6 739 | 9 182 | 8,67 | -2 443 | -26,61 |
| Autres dettes | 7 320 | 5 068 | 9,42 | 2 252 | 44,44 |
| PASSIF CIRCULANT | 44 666 | 41 419 | 57,45 | 3 247 | 7,84 |
| Credit bancaire | 3 456 | 572 | 4,45 | 2 884 | ns |
| TOTAL TRESORERIE PASSIF | 48 122 | 41 991 | 61,90 | 6 131 | 14,60 |
| Dont BENEFICE / PERTE | 604 | 850 | 0,78 | -246 | -28,94 |
| TOTAL PASSIF | 77 747 | 69 074 | 100,78 | 8 673 | 12,58 |

RATIOS
RATIOS DE STRUCTURE FINANCIERE

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Couverture des emplois fixés par des ressources stables de financement | 1,36 | 1,42 | 1,57 | 1,65 |
| Couverture de l'actif circulant par le fonds de roulement net | 0,20 | 0,19 | 0,20 | 0,21 |
| Autonomie financière | 0,19 | 0,15 | 0,14 | 0,13 |
| Liquidité générale | 1,23 | 1,23 | 1,23 | 1,24 |
| Part des fonds propres dans les ressources stables de financement | 0,37 | 0,36 | 0,37 | 0,35 |

RATIOS DE GESTION

| | | | | |
|---|------|------|------|------|
| Rotation des capitaux propres | 3,42 | 3,63 | 3,85 | 3,94 |
| Rotation des stocks (en jours - corrigés en 2002) | 297 | 265 | 434 | 445 |
| Durée du crédit clientèle (en jours - corrigés en 2002) | 152 | 193 | 214 | 168 |

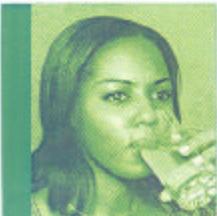
RATIOS DE RENTABILITE

| | | | | |
|--------------------------------------|------|-------|------|------|
| Rentabilité de l'exploitation (en %) | 7,74 | 6,85 | 6,88 | 6,74 |
| Rentabilité des fonds propres (en %) | 6,64 | -2,36 | 8,51 | 5,87 |

RESULTATS PAR ACTION

| | | | | |
|--------------------------|---------|---------|---------|---------|
| Nombre d'actions | 900 000 | 900 000 | 900 000 | 900 000 |
| Bénéfice brut | - | - | 1 804 | 1 606 |
| Bénéfice net | - | - | 944 | 671 |
| Dividendes de l'exercice | - | - | 300 | 600 |
| Valeur / Fonds propres | 13 469 | 10 186 | 11 093 | 11 436 |
| Cours de l'action | 9 290 | 9 950 | 10 400 | 7 950 |

*Chiffres modifiés en 2004 et en 2003 (comparatifs)



BILAN



R A P P O R T D E S T A T I Q U E S

ACTIF

| | Exercice 2005 | Exercice 2004 | | |
|--|---------------|---------------|-----|-----|
| | BRUT | AMORT/PROV | NET | NET |

ACTIF IMMOBILISE (1)

| | | | | |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| AA Charges immobilisées | | | | |
| AB Frais d'établissement et charges à répartir | | | | |
| AC Primes de remboursement des obligations | | | | |
| AD Immobilisations incorporelles | | | | |
| AE Frais de recherche et développement | | | | |
| AF Brevets, licences, logiciels | 3 008 758 040 | 1 294 456 078 | 1 714 301 962 | 1 995 179 167 |
| AG Fonds commercial | | | | |
| AH Autres immobilisations incorporelles | 116 956 903 | 116 956 903 | | |
| AI Immobilisations corporelles | | | | |
| AJ Terrains | 440 392 269 | | 440 392 269 | 440 392 269 |
| AK Bâtiments | 9 021 303 916 | 8 326 295 456 | 895 008 460 | 806 044 647 |
| AL Installations et agencements | 4 630 897 332 | 3 251 039 387 | 1 379 857 945 | 1 303 983 121 |
| AM Matériel | 17 517 159 486 | 11 347 366 679 | 6 169 792 807 | 6 476 672 825 |
| AN Matériel de transport | 7 383 710 874 | 4 994 285 072 | 2 389 425 802 | 2 308 989 626 |
| AP Avances et acomptes versés sur immobilisations | 155 405 999 | | 155 405 999 | |
| AQ Immobilisations financières | | | | |
| AR Titres de participation | | | | |
| AS Autres immobilisations financières | 5 030 931 915 | 35 927 415 | 4 995 004 500 | 3 927 741 243 |
| AW (1) dont H. A. O. : Brut | | | | |
| Net | | | | |
| AZ TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I) | 47 305 516 734 | 29 366 326 990 | 17 939 189 744 | 17 259 002 698 |

ACTIF CIRCULANT

| | | | | |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| BA Actif circulant H. A. O. | | | 32 594 349 | |
| BB Stocks | | | | |
| BC Marchandises | | | | |
| BD Matières premières et autres Approvisionnements | 4 772 522 672 | 861 719 732 | 3 910 802 940 | 3 738 379 612 |
| BE En-cours | | | | |
| BF Produits fabriqués | 453 783 642 | 18 179 641 | 435 604 001 | 389 618 403 |
| BG Créances et emplois assimilés | | | | |
| BH Fournisseurs, avances versées | 315 348 530 | | 315 348 530 | 368 087 670 |
| BI Clients | 48 453 519 055 | 11 899 263 175 | 36 554 255 880 | 43 059 067 843 |
| BJ Autres créances | 15 732 459 939 | 226 076 841 | 15 506 383 098 | 1 320 947 240 |
| BK TOTAL ACTIF CIRCULANT (II) | 69 727 633 838 | 13 005 239 389 | 56 722 394 449 | 48 908 695 117 |

TRESORERIE - ACTIF

| | | | | |
|---|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| BQ Titres de placement | 1 992 847 248 | | 1 992 847 248 | 2 246 014 633 |
| BR Valeurs à encaisser | | | | |
| BS Banques, chèques postaux, caisse | 1 183 299 681 | 90 391 716 | 1 092 907 965 | 660 824 970 |
| BT TOTAL TRESORERIE-ACTIF (III) | 3 176 146 929 | 90 391 716 | 3 085 755 213 | 2 906 839 603 |
| BU Ecarts de conversion-Actif (IV) (perte probable de change) | | | | |
| BZ TOTAL GENERAL (I + II + III + IV) | 120 209 297 501 | 42 461 958 095 | 77 747 339 406 | 69 074 537 618 |

N° d'identification fiscale : 0100984A



BILAN

PASSIF

Exercice 2005

Exercice 2004

CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES

| | | |
|---|--------------------------------|----------------------|
| CA Capital | 4 500 000 000 | 4 500 000 000 |
| CB Actionnaires capital non appelé | | |
| CC Primes et réserves | | |
| CD Primes d'apport, d'émission, de fusion | 255 906 342 | 255 906 342 |
| CE Ecarts de réévaluation | 1 045 087 734 | 1 045 087 734 |
| CF Réserves indisponibles | 909 800 000 | 909 800 000 |
| CG Réserves libres | 2 911 725 555 | 2 911 725 555 |
| CH Report à nouveau | + ou - | -528 001 215 |
| CI Résultat net de l'exercice | (bénéfice + ou perte -) | 604 410 240 |
| | | 850 079 848 |
| CK Autres capitaux propres | | |
| CL Subventions d'investissement | 12 939 850 | 15 104 508 |
| CM Provisions réglementées et fonds assimilés | | 24 354 119 |
| CP TOTAL CAPITAUX PROPRES (I) | 10 291 948 354 | 9 984 056 891 |

DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILÉES (1)

| | | |
|---|-----------------------|-----------------------|
| DA Emprunts | 4 681 008 814 | 3 628 788 777 |
| DB Dettes de crédit-bail et contrats assimilés | | |
| DC Dettes financières diverses | 11 016 302 174 | 10 759 478 364 |
| DD Provisions financières pour risques et charges | 3 635 593 186 | 2 710 645 330 |
| DE (1) dont H. A. O. : | | |
| DF TOTAL DETTES FINANCIERES (II) | 19 332 904 174 | 17 098 912 471 |
| DG TOTAL RESSOURCES STABLES (II + II) | 29 624 852 528 | 27 082 969 362 |

PASSIF

PASSIF CIRCULANT

| | | |
|---|-----------------------|-----------------------|
| DH Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O. | 290 998 263 | 317 502 503 |
| DI Clients, avances reçues | 3 288 072 758 | 2 991 678 482 |
| DJ Fournisseurs d'exploitation | 6 739 014 042 | 9 181 666 548 |
| DK Dettes fiscales | 30 606 729 338 | 27 168 950 534 |
| DL Dettes sociales | 1 653 697 852 | 1 422 331 910 |
| DM Autres dettes | 2 087 829 573 | 337 501 759 |
| DN Risques provisionnés | | |
| DP TOTAL PASSIF CIRCULANT (III) | 44 666 341 626 | 41 419 631 736 |

TRÉSORERIE PASSIF

| | | |
|---|-----------------------|-----------------------|
| DQ Banques, crédits d'escampte | | |
| DR Banques, crédits de trésorerie | | |
| DS Banques, découverts | 3 456 145 052 | 571 936 520 |
| DT TOTAL TRÉSORERIE-PASSIF (IV) | 3 456 145 052 | 571 936 520 |
| DU Ecart de conversion-Passif (V) (gain probable de change) | | |
| DZ TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V) | 77 747 339 406 | 69 074 537 618 |

N° d'identification fiscale : 0100984A

COMpte DE RÉSULTAT



R A P P O R T D E S RÉSULTATS 2005

CHARGES

ACTIVITÉ D'EXPLOITATION

| | | | Exercice 2005 | Exercice 2004 |
|--|---|--|-----------------------|-----------------------|
| RA | Achats de marchandises | | | |
| RB | - Variation de stocks | (- ou +) | 2 747 478 | 7 968 655 |
| | | (Marge brute sur marchandises voir TB) | | |
| RC | Achats de matières premières et fournitures liées | | 5 423 770 695 | 4 860 603 512 |
| RD | - Variation de stocks | (- ou +) | -189 544 393 | 141 758 571 |
| | | (Marge brute sur matières voir TG) | | |
| RE | Autres achats | | 7 716 420 741 | 6 351 174 231 |
| RH | - Variation de stocks | (- ou +) | | |
| RI | Transports | | 1 171 202 541 | 934 983 231 |
| RJ | Services extérieurs | | 9 498 462 569 | 7 874 907 369 |
| RK | Impôts et taxes | | 1 111 486 484 | 1 940 560 885 |
| RL | Autres charges | | 3 800 304 467 | 6 251 742 727 |
| | | (Valeur ajoutée voir TN) | 8 587 721 373 | 8 380 231 064 |
| RP | Charges de personnel (1) | | | |
| RQ | (1) dont personnel extérieur | 570 269 246 | 498 691 668 | |
| | | (Excédent brut d'exploitation voir TQ) | | |
| RS | Dotations aux amortissements et aux provisions | | 4 775 690 480 | 4 450 859 664 |
| RW Total des charges d'exploitation | | | 41 898 262 435 | 41 194 789 909 |

(Résultat d'exploitation voir TX)

PRODUITS

ACTIVITÉ D'EXPLOITATION

| | | | | |
|---|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TA | Ventes de marchandises | | 8 915 327 | 11 197 478 |
| TB | MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES | 6 167 849 | 3 228 823 | |
| TC | Ventes de produits fabriqués | | 31 507 872 655 | 29 449 738 933 |
| TD | Travaux, services vendus | | 8 589 680 691 | 8 609 135 032 |
| TE | Production stockée (ou déstockage) | (+ ou -) | 33 062 173 | 44 247 130 |
| TF | Production immobilisée | | 825 847 878 | 818 842 624 |
| TG | MARGE BRUTE SUR MATIERES | 35 722 237 095 | 33 919 601 636 | |
| TH | Produits accessoires | | 409 891 242 | 357 677 457 |
| T I | CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA+TC+TD+TH) | 40 516 359 915 | 38 427 748 900 | |
| TJ | (1) dont à l'exportation | | | |
| TK | Subventions d'exploitation | | | |
| TL | Autres produits | | 988 970 201 | 2 206 665 080 |
| TN | VALEUR AJOUTÉE | 13 829 389 585 | 13 133 804 553 | |
| TQ | EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION | 5 241 668 212 | 4 753 573 489 | |
| TS | Reprises de provisions | | 512 237 801 | 968 578 897 |
| TT | Transferts de charges | | | |
| TW Total des produits d'exploitation | | | 42 876 477 968 | 42 466 082 631 |
| TX | RÉSULTAT D'EXPLOITATION | 978 215 533 | 1 271 292 722 | |

Bénéfice (+) ; Perte (-)

N° d'identification fiscale : 0100984A



COMpte DE RÉSULTAT

| | Exercice 2005 | Exercice 2004 | 2003 | 2002 | 2001 |
|---|---|-----------------------|---------------|------|------|
| CHARGES | | | | | |
| RW Report Total des charges d'exploitation | 41 696 262 435 | 41 194 789 909 | | | |
| ACTIVITE FINANCIERE | | | | | |
| SA Frais financiers | 30 255 987 | 52 675 639 | | | |
| SC Pertes de change | | | | | |
| SD Dotations aux amortissements et aux provisions | | | | | |
| SF Total des charges financières | 30 255 987 | 52 675 639 | | | |
| | (Résultat financier voir UG) | | | | |
| SH Total des charges des activités ordinaires | 41 928 518 422 | 41 247 465 548 | | | |
| | (Résultat des activités ordinaires voir UJ) | | | | |
| HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.) | | | | | |
| SK Valeurs comptables des cessions d'immobilisations | 653 263 622 | 1 046 265 228 | | | |
| SL Charges H.A.O. | 189 450 061 | 713 800 | | | |
| SM Dotations H.A.O. | | | | | |
| SO Total des charges H.A.O. | 842 713 683 | 1 046 979 028 | | | |
| | (Résultat H.A.O. voir UP) | | | | |
| SQ Participation des travailleurs | 840 749 652 | 774 220 102 | | | |
| SR Impôts sur le résultat | | | | | |
| SS Total participation et impôts | 840 749 652 | 774 220 102 | | | |
| ST TOTAL GENERAL DES CHARGES | 43 611 981 757 | 43 068 664 678 | | | |
| | (Résultat net voir UZ) | | | | |
| PRODUITS | | | | | |
| TW Report Total des produits d'exploitation | 42 876 477 968 | 42 466 082 631 | | | |
| ACTIVITE FINANCIERE | | | | | |
| UA Revenus financiers | 84 072 013 | 151 824 682 | | | |
| UC Gains de change | | | | | |
| UD Reprises de provisions | | | | | |
| UE Transferts de charges | | | | | |
| UF Total des produits financiers | 84 072 013 | 278 672 010 | | | |
| UG RESULTAT FINANCIER (+ ou -) | 53 816 026 | 225 996 371 | | | |
| UH Total des produits des activités ordinaires | 42 960 607 847 | 42 744 754 641 | | | |
| UI RÉSULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (1) | | | | | |
| | (+ ou -) | 1 032 031 559 | 1 497 289 093 | | |
| UJ (1) dont impôt correspondant | | 361 211 046 | 524 051 183 | | |
| HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.) | | | | | |
| UK Produits des cessions d'immobilisations | 537 275 658 | 719 425 118 | | | |
| UL Produits H.A.O. | 692 047 581 | 406 322 661 | | | |
| UM Reprises H.A.O. | 26 518 777 | 48 242 106 | | | |
| UN Transferts de charges | | | | | |
| UO Total des produits H.A.O. | 1 255 842 016 | 1 173 989 885 | | | |
| UP RESULTAT H.A.O. (+ ou -) | 413 128 333 | 127 010 857 | | | |
| UT TOTAL GENERAL DES PRODUITS | 44 216 391 997 | 43 918 744 526 | | | |
| UZ RÉSULTAT NET | 604 410 240 | 850 079 848 | | | |
| Bénéfice (+) ; Perte (-) | | | | | |

N° d'identification fiscale : 0100984A

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)



CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAF.G = EBE

- Charges décaissables restantes / à l'exclusion des cessions
- + Produits encaissables restants / d'actif immobilisé

| | E.B.E. | 5 241 668 212 |
|--------------------------------|---|-------------------------|
| (SA) Frais financiers | (TT) Transferts de charges d'exploitation | 84 072 013 |
| (SC) Pertes de change | (UA) Revenus financiers | 692 047 581 |
| (SL) Charges H.A.O. | (UE) Transferts de charges financières | |
| (SQ) Participation | (UC) Gains de change | |
| (SR) Impôts sur le résultat | (UL) Produits H.A.O. | |
| | (UN) Transferts de charges H.A.O. | |
| TOTAL (I) | TOTAL (II) | 6 017 787 806 |
| CAF.G : Total (II) - Total (I) | = 4 957 332 106 | (N - 1) : 4 484 111 291 |

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAF.G - Distributions de dividendes dans l'exercice (1)

$$AF = 4 957 332 106 - 270 000 000 = 4 687 332 106$$

(N - 1) : 4 484 111 291

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Crédences (2) + Var. Dettes circulantes (2)

| Variation des stocks : N - (N - 1) | Emplois augmentation (+) | Ressources diminution (-) |
|---|-----------------------------|------------------------------|
| (BC) Marchandises | OU | |
| (BD) Matières premières | 172 423 328 | OU |
| (BE) En-cours | OU | |
| (BF) Produits fabriqués | 45 985 598 | OU |
| (A) Variation globale nette des stocks | 218 408 926 | OU |

Variation des créances : N - (N - 1)

| | | |
|---|----------------------|---------------|
| (BH) Fournisseurs, avances versées | OU | 52 739 140 |
| (BI) Clients | OU | 6 504 811 963 |
| (BJ) Autres créances | 14 185 435 858 | OU |
| (BU) Ecarts de conversion - Actif (3) | OU | |
| (B) Variation globale nette des créances | 7 627 884 755 | OU |

Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)

| Variation des dettes circulantes : N - (N - 1) | Emplois diminution (-) | Ressources augmentation (+) |
|---|---------------------------|--------------------------------|
| (DI) Clients, avances reçues | OU | 296 394 276 |
| (DJ) Fournisseurs d'exploitation | 2 442 652 506 | OU |
| (DK) Dettes fiscales | OU | 3 437 778 804 |
| (DL) Dettes sociales | OU | 231 365 942 |
| (DM) Autres dettes | OU | 1 750 327 814 |
| (DN) Risques provisionnés | OU | |
| (DU) Ecarts de conversion - Passif (3) | OU | |
| (C) Variation globale nette des dettes circulantes | OU | 3 273 214 330 |
| VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C) | 4 573 079 351 | OU |

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

| | | 2005 | 2004 |
|--|----------|---------------------|--------------------|
| Excédent brut d'exploitation | | 5 241 668 212 | 4 753 573 489 |
| - Variation du B.F.E. (- si emplois ; + si ressources) | (- ou +) | -4 573 079 351 | -3 129 825 885 |
| - Production immobilisée | | -825 847 878 | -818 842 624 |
| EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION | | -157 259 017 | 804 904 980 |

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes.

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

(3) En cours d'adoption.

N° d'identification fiscale : 0100984A



TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

| | | Exercice 2005 Emplois | Exercice 2004 Ressources (E - ; R +) | |
|---|-------------------------|--------------------------|--|--|
| I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS | | | | |
| FA Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice) | | | | |
| Croissance interne | | | | |
| FB Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles | 67 658 683 | | -9 320 530 | |
| FC Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles | 3 051 880 471 | | -2 815 059 367 | |
| Croissance externe | | | | |
| FD Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières | 1 552 416 137 | | -225 546 416 | |
| FF INVESTISSEMENT TOTAL | 4 134 679 633 | | -3 049 926 313 | |
| FG II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. supra : Var. B.F.E.) | 4 573 079 351 ou | | -3 129 825 885 | |
| FH A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG) | 8 707 758 984 | | -6 179 752 198 | |
| F I III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.) | | 6 090 109 | 187 865 303 | |
| FJ IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1) | 472 611 640 | | -472 611 640 | |
| Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières | | | | |
| (1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII | | | | |
| FK B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER | 9 174 280 515 | | -6 464 498 535 | |
| V. FINANCEMENT INTERNE | | | | |
| FL Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources) | 270 000 000 | 4 957 332 106 | 4 484 111 291 | |
| VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES | | | | |
| FM Augmentations de capital par apports nouveaux | | | | |
| FN Subventions d'investissement | | | 15 152 606 | |
| FP Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant) | | | | |
| VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS | | | | |
| FQ Emprunts (2) | 1 781 655 487 | 825 322 866 | | |
| FR Autres dettes financières (2) | 0 | 453 147 785 | | |
| (2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois | | | | |
| FS C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT | 6 468 987 593 | 5 777 734 548 | | |
| FT D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B) ou | 2 705 292 922 ou | | -686 763 987 | |
| VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE | | | | |
| Trésorerie nette | | | | |
| FU à la clôture de l'exercice + ou - | -370 389 839 | | | |
| FV à l'ouverture de l'exercice + ou - | 2 334 903 083 | | | |
| FW VARIATION TRESORERIE : -2 705 292 922 | ou | 2 705 292 922 | 686 763 987 | |
| (+ si Emploi ; - si Ressources) | | | | |
| Contrôle : D = VIII avec signe opposé | | | | |
| Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III, VIII : différences "bilantielles" | | | | |
| CONTROLE (à partir des masses des bilans N et N - 1) | | Emplois | Ressources | |
| Variation du fonds de roulement (F.d.R.) : FdR(N) - FdR(N - 1) | | ou | 1 861 696 320 | |
| Variation du B.F. global (B.F.G.) : BFG(N) - BFG(N - 1) | | 4 566 989 242 ou | | |
| Variation de la trésorerie (T) : T(N) - T(N - 1) | | ou | 2 705 292 922 | |
| TOTAL | 4 566 989 242 = | 4 566 989 242 | | |

N° d'identification fiscale : 0100984A

ÉTAT ANNEXÉ

Règles Générales d'Etablissement et de Présentation des Comptes
de l'Exercice Clos le 31 décembre 2006



5
0
0
2
N
0
I
S
T
E
G
D
E
R
T
P
O
P
A
R
20

L'état annexé aux états financiers présente les principales règles et méthodes comptables appliquées par la SODECI pour établir ses états financiers, les règles spécifiques et les autres informations nécessaires pour l'appréciation des états financiers.

A. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers annuels ont été arrêtés conformément aux principes comptables définis par :

- le Droit comptable de l'OHADA applicable et en vigueur en Côte d'Ivoire depuis octobre 2003.
- au cours de l'exercice 2005, nous avons pris en compte dans les comptes sociaux les exigences comptables relatives aux normes IFRS concernant notamment les provisions pour avantages liés au personnel (médailles du travail, IFC complémentaire et les avantages post-emploi). Par ailleurs, nous avons procédé à la reprise de provisions pour risques fiscaux. Ces exigences sont conformes au Droit Comptable de l'OHADA.

Changement de méthode comptable

Néant

Particularités concernant certains postes

Charges immobilisées

Les charges immobilisées sont constituées de frais d'augmentation de capital. Elles sont amorties selon le mode linéaire sur la base d'une durée de 5 ans.

Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement sont totalement amortis au 31 décembre 2002. Les logiciels, les frais de développement et les études informatiques sont amortis selon le mode linéaire sur la base des durées d'utilisation prévues qui sont comprises entre 3 et 7 ans. La migration de notre système de gestion clientèle de OCEANS vers SAPHIR se poursuit ; la Direction Régionale de la Basse Côte et trois secteurs d'Abidjan sont totalement sous SAPHIR.

Immobilisations corporelles

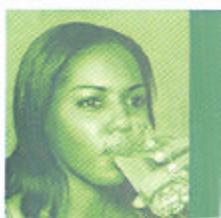
Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût de revient et sont comptabilisées au coût historique. Les immobilisations corporelles ont été réévaluées conformément à la loi de finances 1995 par application d'un coefficient de 1,4 sur les immobilisations existantes au 12 janvier 1994. Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire sur la base de leur durée probable d'utilisation :

| | | |
|--|------|-----|
| Bâtiments industriels et administratifs | 20 | ans |
| Matériel et outillage | 7-10 | ans |
| Compteurs SODECI | 10 | ans |
| Matériel de transport et agencements véhicules | 3-5 | ans |
| Engins de travaux publics | 5 | ans |
| Matériel de bureau | 7-10 | ans |
| Mobilier de bureau | 10 | ans |
| Mobilier des agents | 10 | ans |
| Matériels informatiques | 5 | ans |

Immobilisations financières

Les immobilisations financières de la SODECI sont enregistrées au coût d'acquisition et comprennent :

- trois prêts AFD (PPM, PCI et Assainissement) pour 4 681 Millions de FCFA. Le prêt PCI assainissement de 16 Milliards de FCFA venant à terme au 31 décembre 2004, l'AFD n'a pas prorogé le délai. Le tirage à fin mars 2005 est arrêté à 2 625 Millions de FCFA.
- un prêt (BICT) accordé à l'Etat de 15,3 Millions de FCFA, suite à la transformation d'un avoir bancaire après liquidation, ce prêt est provisionné à 100%,
- une participation dans la société immobilière LOGIVOIRE de 8,5 Millions de FCFA, provisionnée à 100%,
- des dépôts et cautions versés.





Stocks

Les stocks sont suivis en inventaire permanent et sont valorisés par la méthode du coût moyen pondéré. Les compteurs produits par la SOCA et les compteurs « retours terrains » sont évalués à un coût pré-établi. Les biens stockés importés, facturés et non réceptionnés au 31 décembre 2005 sont comptabilisés en marchandises en cours d'acheminement. Les provisions pour dépréciations de stock sont évaluées sur la base du stock à rotation lente depuis plus de trois ans. Au 31 décembre 2005, nous avons provisionné les stocks à rotation lente pour 490 Millions de FCFA.

Clients et comptes rattachés

Ce poste comprend l'ensemble de nos **créances relatives aux activités eau, assainissement et travaux**. Le risque de non recouvrement des créances du secteur public et parapublic est évalué - compte tenu des compensations qui sont régulièrement faites - selon que le client est « compensable » ou « non compensable ». Les créances « compensables » ne font pas l'objet de provisions pour dépréciation quels que soient les retards de règlement. Les créances « non compensables » sont assimilées à des privés (les sociétés d'Etat en liquidation, les EPN, les mairies et les sociétés d'Etat) et donc provisionnées.

Les provisions pour dépréciation des créances sont déterminées pour tenir compte de :

- la nature des clients (privés ménages, gros clients, administrations, parapublic etc ...),
- l'antériorité des créances,
- la non compensation des créances débitrices et créditrices,
- la couverture des créances actives,
- l'augmentation du risque de non recouvrement pour les impayés multiples sur des actifs.

Toutes les provisions sur les créances sont constituées pour la part SODECI, hors taxes (TVA, Surtaxes et Fonds de développement) nettes des avances sur consommations. SODECI a signé le 15 décembre 2005 un protocole de compensation au 31 décembre 2004 des créances (24 Milliards de FCFA) et dettes (10 Milliards de FCFA) avec l'Etat de Côte d'Ivoire qui fait ressortir une créance nette en faveur de la SODECI de 14 Milliards de FCFA inscrite au bilan dans le poste BJ Autres Créances.

Les créances résiliées sur les clients privés ménages sont provisionnées à 95% des impayés

antérieurs à 1 an pour la part SODECI nette des avances sur consommation et à 80% pour les créances de l'année en cours comprises dans nos autres créances au bilan.

Les créances actives sur les clients privés ménages pour lesquels nous constatons des impayés multiples sur certaines polices actives sont provisionnées comme des résiliés (95%). Le risque de non recouvrement des créances sur les gros clients actifs est apprécié individuellement et tient compte du résultat des procédures de recouvrement engagées, de la solvabilité du client et de l'ancienneté de la créance. C'est sur cette analyse que le taux de provision est estimé.

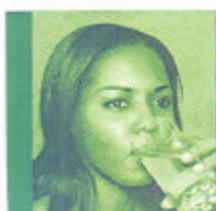
En ce qui concerne **l'activité travaux**, les créances sur les entreprises du secteur privé et sur les personnes physiques sont provisionnées à hauteur de 50% sur les créances actives et 95% sur les créances douteuses.

Les émissions d'eau en compteur consommées mais non encore relevées et donc non facturées à la date de clôture représentent des produits à recevoir qui sont calculés selon une méthode statistique sur la part SODECI à recevoir. Les travaux en cours de réalisation en fin d'année (les travaux neufs, travaux de renouvellement et travaux d'entreprise) sont évalués et comptabilisés en produits à recevoir afin de prendre en comptabilité le bénéfice à l'avancement sur l'exercice clôturé.

Provisions pour risques et charges

Elles sont constituées :

- des droits acquis par le personnel, au titre des « indemnités de fin de carrière », évalués sur la base de l'article 40 de la Convention Collective Interprofessionnelle de Côte d'Ivoire,
- des provisions pour remise en état du matériel concédé, fondées sur l'évaluation des besoins de remise en état. Cette provision a été portée à 1 Milliard de FCFA au 31 décembre 2005 contre 500 Millions de FCFA au 31 décembre 2004 pour tenir compte d'une nouvelle évaluation partielle réalisée par nos services techniques,
- des risques juridiques issus d'un suivi individuel des dossiers juridiques en cours. Nous avons porté une provision sur un litige immobilier à Palmeraie à 250 Millions de FCFA au cours de l'exercice 2005.
- les provisions fiscales d'une valeur de 200 Millions de FCFA ont été reprises pour tenir compte de la norme IAS 37 relative aux provisions.





5

0

2

N

0

I

T

S

E

G

D

T

R

P

P

A

22

Provisions réglementées

La provision réglementée comprend une plus value sous condition de réemploi (article 8 du CGI) réinvestie en 2000 en totalité pour 241 Millions de FCFA. Cette plus value reprise au compte de

résultat suivant l'amortissement des biens s'élève pour l'exercice à 48 Millions F CFA. Cette provision est totalement reprise au résultat et donc fiscalisée au 31 décembre 2005.

TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS AU 31 DÉCEMBRE 2005 (En KFCFA)

| DESIGNATION | Provisions existantes au 31/12/04 | Dotations aux provisions | Reprises des provisions | Provisions existantes au 31/12/05 |
|--|-----------------------------------|--------------------------|-------------------------|-----------------------------------|
| EAU | 9 029 882 | 2 778 961 | 735 234 | 11 073 611 |
| Dont lié à la Guerre | 4 866 954 | 2 253 974 | | 7 120 926 |
| FRAIS DE RECOUVREMENTS TRAITES ET CHQ. IMPAYES | 81 923 | 7 925 | 1 878 | 87 869 |
| TRAVAUX LIES A L'EXPLOITATION | 405 518 | 39 844 | 27 182 | 418 179 |
| EXPLOITATION EAU | 9 517 323 | 2 826 730 | 764 394 | 11 579 659 |
| AUTRES ACTIVITES | 312 258 | 65 165 | 57 819 | 319 603 |
| DEPRECIACTION / CLIENTS | 9 829 581 | 2 891 895 | 822 215 | 11 899 263 |
| DEPRECIACTION / STOCKS | 875 702 | 16 713 | 12 515 | 879 899 |
| Dont lié à la Guerre | 372 922 | 16 713 | | 389 635 |
| DEPRECIACTION / AUTRES DEBITEURS | 317 128 | 26 002 | 117 053 | 226 076 |
| DEPRECIACTION / COMPTES FINANCIERS | 102 954 | | 12 562 | 90 392 |
| DEPRECIACTION / IMMOBILIERES FINANCIERES & CORP. | 278 739 | | 98 549 | 180 190 |
| Dont lié à la Guerre | 242 812 | | 98 549 | 144 262 |
| TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIACTION | 11 404 104 | 2 934 610 | 1 062 895 | 13 275 820 |
| CHARGES | 500 000 | 500 000 | | 1 000 000 |
| PERSONNEL | 1 840 027 | 645 771 | 172 430 | 2 313 368 |
| RISQUES JURIDIQUES ET FISCAUX | 370 618 | 192 865 | 241 258 | 322 225 |
| TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 2 710 645 | 1 338 836 | 413 688 | 3 635 793 |
| PLUS VALUES SOUS CONDITION DE REEMPLOI | 24 354 | | 24 354 | 0 |
| TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES | 24 354 | | 24 354 | 0 |
| TOTAL PROVISIONS | 14 139 103 | 4 273 246 | 1 500 937 | 16 911 416 |
| Dont lié à la Guerre | 5 482 688 | 2 270 687 | | 7 654 826 |

Provisions liées à la guerre

Les matériels et outillages, les matériels et mobiliers de bureau, les matériels informatiques et le matériel de transport situés dans les zones de guerre ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de 100% de la valeur nette comptable. Cette provision est reprise au résultat en fonction de l'amortissement des biens. Les stocks détenus par la société dans les zones de guerre et sur lesquels pèsent des risques de perte ont été

dépréciés en totalité. Les consommations d'eau non facturées et l'évaluation des provisions depuis le début de la crise s'élèvent à 7 654 Millions de FCFA.

Dettes financières

Les dettes LMT sont constituées au 31 décembre 2005 des cautions de garanties versées par nos clients (11 016 Millions de FCFA) et des emprunts contractés auprès de l'AFD (4 681 Millions de FCFA) pour le compte de l'Etat et garantis par la SODECI.





B. METHODES SPECIFIQUES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE

Production et immobilisation des compteurs

Les matériels et outillages de l'entreprise comprennent des compteurs fabriqués par la SOCA qui font l'objet d'un traitement spécifique.

Les compteurs fabriqués sont initialement comptabilisés en stocks de produits finis et valorisés à leur coût de revient selon la méthode PUMP. Ils sont immobilisés par lots à un coût préétabli au fur et à mesure de leur installation chez les abonnés sur la base des sorties de stocks issues de l'inventaire permanent.

Les compteurs défectueux provenant du terrain donnent lieu à l'enregistrement d'écritures de cession d'immobilisations et de retour en stocks. Ces cessions sont imputées sur les lots les plus anciens de compteurs immobilisés.

Opérations liées aux contrats de concession et d'affermage de services publics : incidence sur la présentation des comptes annuels

La SODECI détient un droit exclusif (non inscrit à l'actif) de production et de distribution de l'eau potable sur l'ensemble du territoire de l'Etat de Côte d'Ivoire conformément au contrat de concession qui court jusqu'au 30 septembre 2007. De même, la SODECI a signé en mai 1999, un contrat d'affermage exclusif pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan non valorisé à l'actif.

Immobilisations : Par application du contrat de concession, les comptes de la SODECI n'intègrent pas dans les immobilisations les biens mis à disposition par l'Autorité Concédante pour assurer la production et la distribution de l'eau en Côte d'Ivoire. De même, les comptes de la SODECI ne présentent pas les immobilisations utilisées et mises à disposition par l'Autorité Contractante pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan.

Dettes et créances rattachées : Conformément à la concession, les travaux neufs, les branchements sociaux, le renouvellement des immobilisations, le contrôle du service concédé et le contrôle de la qualité de l'eau sont financés par des dotations comprises dans le prix de l'eau (Fonds de développement) facturées aux usagers. La SODECI gère dans ses comptes ce fonds de développement de l'eau qui s'élevait au 31 décembre 2005 à 10 758 Millions de FCFA dont 6 579 Millions de FCFA alimenté au titre des compensations 2000 et 2004.

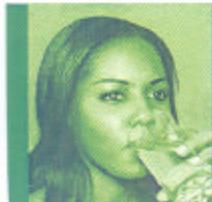
De même, la surtaxe, deuxième volet de la taxe spéciale sur l'eau (LF 1994), destinée à apurer les emprunts contractés par l'Etat, à financer l'étude et la réalisation des travaux d'hydraulique villageoise et urbaine est comptabilisée dans des comptes de passif dès l'émission de la facturation Eau.

Elle est apurée pour la part encaissée qui est reclassee dans des comptes séparés de manière à faire apparaître d'une part les surtaxes facturées non encaissées et d'autre part les surtaxes encaissées à reverser, diminuées des utilisations. Le solde des surtaxes s'élevait à 612 Millions de FCFA au 31 décembre 2005. 2 536 Millions de FCFA ont été utilisés au titre de compensation 2004.

Conformément au contrat d'affermage, la contribution développement assainissement est exclusivement affectée au financement de la réalisation des programmes de travaux neufs et de renouvellement, de branchements sociaux, au remboursement de la dette et au contrôle. Au 31 décembre 2005, le solde de cette Contribution Développement était de -202 Millions de FCFA.

Emprunts

Les emprunts à long terme sont relatifs aux emprunts accordés par l'Agence Française de Développement (AFD). Il s'agit d'un accord de financement à long terme négocié en nom propre par la SODECI avec l'accord de l'Autorité Concédante (Etat de Côte d'Ivoire) qui en supportera le remboursement par prélèvement sur les comptes de surtaxes et conservera la propriété des ouvrages livrés. L'endettement SODECI est compensé par les immobilisations financières de même montant.





C. AUTRES INFORMATIONS

Informations relatives au Compte de résultat

Chiffre d'affaires eau : A compter du 1^{er} octobre 2004, le tarif appliqué au consommateur est passé à 228 FCFA/m³ conformément au décret du 6 août 2004 pour la période quinquennale 2003-2007. Le contrat de concession prévoit la révision du tarif de vente de l'eau en fonction de la variation du prix de certains intrants, notamment le carburant. Les prix de l'essence et du gasoil ayant augmentés dans le courant de l'année 2005, la SODECI a obtenu de l'autorité concédante, pour 2005, de faire jouer la clause de révision contractuelle du tarif soit 1 251 MFCFA et par financement sur le fonds de développement.

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉS (EN MFCFA)

| | 2005 | 2004 |
|----------------------|--------|--------|
| Vente d'eau HT | 31 507 | 29 450 |
| Travaux | 6 549 | 6 020 |
| Services vendus | 2 051 | 2 589 |
| Produits accessoires | 409 | 358 |
| Chiffre d'affaires | 40 516 | 38 427 |

Autres produits et autres charges

La SODECI a signé en 2005 un protocole d'accord avec l'Union Européenne pour la fourniture de produits de traitement dans la zone difficile ainsi que le renouvellement de matériels (caisse à outil...). Ce don en produits de traitement dans la zone difficile est évalué à 435 Millions de FCFA.

Nous avons effectué un apurement du contentieux en 2005 à hauteur de 1 268 Milliards de FCFA brut couvert par les provisions pour la part SODECI. Des créances sur les comptes clients actifs ont été apurées à hauteur de 374 Millions de FCFA.

Produits et charges sur exercices antérieurs

La validation du solde du déficit d'exploitation 2004, dûe à la non application du tarif négocié, effectuée au cours de l'exercice 2005 a donné lieu à une correction en faveur de l'Etat, soit une charge sur exercice antérieur, de 331 Millions de FCFA.

Rémunération des membres du Conseil d'Administration

Les rémunérations versées aux membres du Conseil d'Administration sont de 28 Millions de FCFA pour l'exercice 2005.

Résultat Hors activités ordinaires

Le résultat hors activités ordinaires de 2005 s'élève à 413 Millions de FCFA.

Engagements financiers (hors bilan en FCFA)

Les avals, cautions et garanties donnés sont essentiellement des cautions données et reçues dans le cadre des marchés de travaux, de cautions fiscales (douanières) et contractuelles (concessions).

| Engagements Reçus | Engagements Donnés |
|-------------------|--------------------|
| 600 | 1 552 |

Composition du capital et filiales

Composition du capital :

| | |
|-----------------------|--------|
| FIBYSA | 46,07% |
| SIDIP | 4,81% |
| Etat de Côte d'Ivoire | 3,25% |
| Divers Ivoiriens | 38,37% |
| Divers Etrangers | 0,25% |
| FCP SODECI | 7,25% |

Filiales : La SODECI détient 85% du capital de LOGIVOIRE (Société à responsabilité limitée de promotion immobilière) destinée à la réalisation de logements pour les agents.

Situation fiscale latente : Analyse de l'impôt différé (ID)

Elle résulte des décalages temporaires d'imposition (Congés payés personnel, autres provisions non déductibles). Conformément aux prescriptions de l'OHADA, les ID ne sont pas comptabilisés, seul l'impôt exigible au cours de l'exercice est comptabilisé.

Evénements post-clôture Néant



Océan Afrique



S.A au Capital de 4 500 000 000 FCFA
Siège Social : 1 avenue Christiani, Treichville
01 BP 1843 Abidjan 01
Tél. : (225) 21 23 30 00 • Fax : (225) 21 23 30 06
www.sodeci.ci